

Registre des intérêts – Déclaration

Noms : CEVEY..... Prénoms : Alexandre.....

Groupe/parti : L'Alliance Montaine.....

- a) Activités professionnelles *(fonction et entreprise) :
Responsable d'exploitation
Police Région Morges (PRM).....
- b) Fonctions assumées au sein d'organes de direction, de surveillance ou de conseil de personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune *(conseil d'administration, fondation) :
Non.....
- c) Fonctions assumées au sein de commissions ou d'autres organes de la Confédération, d'un canton ou d'une collaboration intercantonale ou intercommunale : Non
- d) Appartenances et fonctions exercées dans des groupes politiques actifs au niveau communal, cantonal et/ou fédéral :
Membre de l'Alliance Montaine.....
Membre de la section du Mont du PLR
- e) Appartenances et fonctions exercées pour le compte de groupes d'intérêts actifs sur le territoire suisse *(Greenpeace, Avenir Suisse, ASLOCA, CVI Chambre vaudoise immobilière) :
Membre de la CVI
.....
- f) Appartenances et fonctions exercées au sein d'associations de quartier, de sociétés locales ou d'autres associations actives sur la commune :
Président de la Société de Développement du Mont-sur-Lausanne (SDM)
Membre des Abbayes Réunies du Mont-sur-Lausanne.
- g) Terrains et autres propriétés foncières sur le territoire de la commune – n° de parcelle(s):
Parcelle N°170
- h) Détention d'actions et/ou d'autres participations dans des personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune :
Non.....

Par sa signature, le/la Conseiller·ère communal·e reconnaît que toutes ses affirmations sont exactes.

Le Mont-sur-Lausanne, le 24.03.2025

Signature :



*Des exemples ont été ajoutés aux points a), b) et e) afin de faciliter la compréhension des renseignements demandés.

Source : Art. 56 (RCC), Règlement ad hoc – Registre des intérêts

Contrôle : Tous les élu·e·s sont contrôlé·e·s durant la législature. Utilisation d'outils en libre accès : registre du commerce, registre foncier, moteurs de recherche, bases de données, etc...